


MAITRE D'OUVRAGE
<p>Centre Hospitalier Georges Mazurelle</p> <p>Résidence Elline 13, Bd des Etats-Unis 85000 LA ROCHE SUR YON Tél : 02 51 09 71 71</p>

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT INTERIEUR DU CMP ELLINE
EPSM CH GEORGES MAZURELLE
AFFAIRE N°2025_TRX_CHM_012**

Lot n° 00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES

<u>MAITRISE D'ŒUVRE :</u>		<p>DGA ARCHITECTES & ASSOCIÉS</p> <p>85500 - LES HERBIERS Tel. 02.51.67.17.83 Fax. 02.51.66.81.04 Mail. contact@dga-architectes.com</p>
----------------------------------	---	---

SOMMAIRE DU LOT

0	PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
0.1	PRESCRIPTION RELATIVES A L'APPEL D'OFFRE	3
0.2	PRESCRIPTION RELATIVES A L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	4
1	CONTROLE DU SITE	5
2	ORGANISATION DU CHANTIER	6
2.1	OBLIGATION DE L'ENTREPRISE.....	6
2.2	DEMANDES D'AUTORISATIONS - VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES.....	6
2.3	VERIFICATIONS DES PLANS ET MALFACONS.....	6
2.4	PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION.....	6
2.5	QUALITE DES PRESTATIONS	7
2.6	ECHANTILLONS.....	7
2.7	RESERVATIONS	7
2.8	ELEMENTS INCORPORES AU BETON	7
2.9	RACCORDS GARNISSAGE	7
2.10	PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES ET VOLS.....	8
2.11	RENDEZ VOUS DE CHANTIER	8
2.12	NETTOYAGE DE CHANTIER	8
3	BUREAU DE CONTROLE.....	8
4	COMPTE PRORATA.....	8
4.1	REPARTITION DES DEPENSES.....	9
4.1.1	Dépenses individualisées par lot :	9
4.1.2	Dépenses communes :	9

0 **PRESCRIPTIONS COMMUNES**

0.1 **PRESCRIPTION RELATIVES A L'APPEL D'OFFRE**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrit le plus précisément possible les ouvrages à exécuter. Cependant, cette description n'a pas un caractère limitatif, et il appartient à l'entrepreneur de prévoir tous les travaux nécessaires et indispensables à l'achèvement complet des ouvrages, prévus ou non au CCTP, conformément aux règles de l'art, et ce sans pouvoir prétendre à aucune majoration de prix pour raison d'omission aux plans, CCTP et devis quantitatif, étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte des travaux à effectuer dans son lot, de leur importance, de leur nature, et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans les documents cités ci-dessus.

En cas de contradiction entre les plans, le CCTP et le devis quantitatif, l'entrepreneur ne pourra opter pour une solution sans en avoir référé au maître d'œuvre qui sera seul à pouvoir décider de la solution à retenir.

Les entreprises sont tenues de présenter une offre accompagnée d'un devis quantitatif et estimatif détaillé, et de chiffrer les variantes mentionnées dans le CCTP.

Avant d'établir leur devis, et après lecture complète des plans et pièces écrites, les entreprises sont invitées à effectuer une visite des lieux afin de mieux apprécier les travaux à réaliser et à chiffrer.

0.2 PRESCRIPTION RELATIVES A L'EXECUTION DES TRAVAUX

Documents de référence :

Dans l'exécution de leurs travaux, les entreprises devront respecter les spécifications et prescriptions contenues dans les documents suivants, même si ceux-ci ne se rattachent pas directement à leur corps d'état. Elles sont réputées connues de toutes les entreprises et contractuelles.

- Le R.E.E.F. (Recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets de bâtiment en France) et notamment les D.T.U. et Normes Françaises en vigueur, le premier jour du mois d'établissement des prix.
- Les avis techniques du C.S.T.B. (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et de l'A.F.A.C. (Association Française des Assureurs Construction)
- Le code de la construction et de l'habitation, le code du travail et le code de la santé publique.
- Les normes et réglementations particulières des établissements publics (E.D.F., G.D.F., P.T.T., Service des Eaux, voirie, etc.)
- Les règles de sécurité et de protection de la santé.
- Les réglementations locales, etc.

Nota : l'énumération de certains DTU et normes en début de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents ci-dessus.

1

CONTROLE DU SITE

Les entreprises sont réputées, par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de l'opération, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage de matériaux,

Les entreprises devront vérifier des disponibilités en eau et en énergie électrique.

Les entreprises chargées de l'exécution des terrassements en particulier auront reconnu le terrain, les possibilités d'accès des engins et véhicules.

Les entreprises soumissionnaires sont réputées avoir pris connaissance parfaite des lieux et en général de toutes les conditions pouvant en quelques sortes que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Aucune entreprise ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet, pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

Le **constat d'huissier** des ouvrages mitoyens préalablement à la réalisation, sera exécuté sous la responsabilité d'un huissier **et aux frais de l'entrepreneur.**

2 ORGANISATION DU CHANTIER

2.1 OBLIGATION DE L'ENTREPRISE

Les entreprises reconnaîtront les emplacements qu'ils devront réserver à leurs installations de chantier et ils devront en prévoir les moyens d'accès.

Ils supporteront et veilleront à respecter toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la clôture du chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Tous les panneaux de signalisation nécessaires seront mis en place et toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier seront prises.

Ils procéderont à leurs frais, au nettoyage et au balayage des chaussées, trottoirs et abords.

L'entreprise sera responsable jusqu'à expiration du délai de garantie, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toutes natures, publiques et privées, affectées par les travaux de chantier. Il devra de ce fait procéder à tous les travaux de réparation ou de nettoyage nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics (ramassage des ordures, nettoyage des rues etc.) ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes.

2.2 DEMANDES D'AUTORISATIONS - VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches auprès des services publics et services locaux, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords etc. Nécessaires à la bonne réalisation de leurs travaux.

L'entreprise devra aussi vérifier le cadre réglementaire de l'autorisation de travaux en vigueur et devra s'y conformer, tous les documents nécessaires seront fournis par le maître d'oeuvre.

Copies de toutes correspondances relatives à ces démarches seront à transmettre à l'architecte et au Maître d'Ouvrage.

2.3 VERIFICATIONS DES PLANS ET MALFAÇONS

Avant le commencement des travaux, les entrepreneurs sont tenus de vérifier les côtes des plans, coupes etc... Et de signaler à l'architecte, toutes les erreurs ou omissions qu'ils pourraient constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Ils seront responsables des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Chaque entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes les malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, l'architecte pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté le travail défectueux et lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des travaux non conformes.

2.4 PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION

Les entreprises devront établir à partir des plans et CCTP du maître d'œuvre, tous les dessins et schémas nécessaires à la réalisation de l'ouvrage à construire. Ces documents ainsi que les notes de calcul seront remis au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour avis. Dans tous les cas, l'entreprise conservera l'entière responsabilité des cotes suggestion et informations portées sur ces documents.

L'entreprise devra informer les autres corps d'état des dispositions particulières à prendre concernant ses propres ouvrages.

Si plusieurs entreprises sont amenées à participer à la réalisation d'un même ouvrage, chacune d'elles devra s'entendre avec les autres sur ce qu'elles ont de commun à réaliser.

MAITRISE D'OEUVRE : ARCHITECTE MANDATAIRE - DGA ARCHITECTES & ASSOCIÉS

5, Rue Georges Legagneux, 85500 - LES HERBIERS, 02.51.67.17.83, contact@dga-architectes.com

BET Fluides : FIB - Fluides Industries Bâtiments

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par l'architecte. Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

2.5 QUALITE DES PRESTATIONS

L'attention des entreprises est attirée sur le fait, qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages notamment en ce qui concerne leur aspect final.

Tous les travaux de finition de quelque corps d'état qu'ils relèvent, ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

Il appartient à l'entrepreneur de chacun des ouvrages, avant d'engager ses travaux de reconnaître les supports qui lui seront livrés par l'entrepreneur précédent, et de faire éventuellement les réserves nécessaires dans les formes prévues aux D.T.U.

A Partir du moment où les travaux de finition sont engagés, aucune réclamation ne peut être admise et la responsabilité de la mise en conformité des ouvrages incombera au dernier entrepreneur.

2.6 ECHANTILLONS

Les entreprises devront soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre tous les matériaux et matériels qu'elles mettent en œuvre.

Les "similaires" seront toujours présentés avec leur documentation technique détaillée et leurs certificats délivrés par le CSTB.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander aux entrepreneurs de réaliser tout ou une partie d'un ensemble d'ouvrages (prototypes, témoins, etc.)

2.7 RESERVATIONS

Les trémies, trous, percements et réservations diverses nécessaires aux travaux de second-œuvre à prévoir dans les éléments de béton ou de béton armé seront réalisés par l'entreprise de gros-œuvre à partir des plans de réservation établis dans un délai de 15 jours francs à dater de la demande écrite qui aura été adressée par l'entreprise de gros-œuvre aux corps d'état secondaires.

Toute entreprise de second-œuvre qui n'aurait pas fourni dans le délai précipité, les indications nécessaires à l'entreprise de gros-œuvre, sera tenue de faire exécuter les réservations manquantes à ses frais et de réparer tous les dégâts qui résulteront de leur exécution tardive.

2.8 ELEMENTS INCORPORES AU BETON

Toutes les entreprises de second œuvre qui auront à faire incorporer aux ouvrages béton des éléments tels que taquets, tasseaux, rails, douilles, boulons d'ancrage, etc., devront les fournir en temps utile à l'entreprise de gros-œuvre accompagnés des plans d'implantations nécessaires.

Sauf indication contraire au CCTP, la fourniture des éléments incombe aux entrepreneurs de second œuvre, et les incorporations seront réalisées par l'entreprise de gros-œuvre aux frais des demandeurs.

2.9 RACCORDS GARNISSAGE

Chaque entrepreneur devra le scellement de ses propres ouvrages. Le rebouchage des trous ou réservations dans les parois maçonnées, y compris calfeutrements et enduits de finition est prévu dans le lot gros-œuvre.

Les garnissages ne devront pas altérer la qualité de la paroi traversée, ils occuperont tout l'espace laissé libre par les conduits, gaines et canalisations. Ils devront assurer la continuité coupe-feu, isophonique et thermique demandée au CCTP.

MAITRISE D'OEUVRE : ARCHITECTE MANDATAIRE - DGA ARCHITECTES & ASSOCIÉS

5, Rue Georges Legagneux, 85500 - LES HERBIERS, 02.51.67.17.83, contact@dga-architectes.com

BET Fluides : FIB - Fluides Industries Bâtiments

2.10 PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES ET VOLS

Les entrepreneurs étant responsables de leurs matériaux jusqu'à la réception de tous corps d'état, ils auront à leur charge la protection adéquate de leur ouvrage au fur et à mesure de leur réalisation.

Chaque entreprise devra la réparation ou le remplacement du matériel dégradé ou volé. Charge à elle de se retourner contre les responsables dans le cadre ou non du compte prorata.

2.11 RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Les entreprises sont tenues d'assister aux rendez-vous de chantier ou d'y déléguer un représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise.

La présence est obligatoire pour les entreprises convoquées par le maître d'œuvre, toutes absences pouvant être sanctionnées suivant les modalités portées au CCAP.

2.12 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue d'assurer l'évacuation des gravats et déchets résultant de ses propres travaux au fur et à mesure de leur exécution et au plus tard en fin de chaque journée de travail.

Si l'état de propreté n'est pas jugé satisfaisant par le maître d'œuvre, celui-ci fera exécuter par l'entreprise de gros-œuvre les nettoyages complémentaires dont les frais seront imputés au compte de l'entreprise ayant produit ces déchets et gravats, ou à défaut au compte prorata.

En fin de chantier, un nettoyage général des bâtiments et des abords sera effectué par l'entreprise de gros-œuvre au titre du compte prorata. Le nettoyage soigné de mise en service des locaux sera assuré par l'entreprise de peinture qui devra en tenir compte dans l'établissement de son offre.

3 BUREAU DE CONTROLE

La mission de contrôle technique est confiée à : QUALICONSLT – M. Thomas KUENTS

Tél : 06 73 38 72 45

E-Mail : thomas.kuentz@qualiconsult.fr

4 COMPTE PRORATA

PRINCIPES

Le compte prorata sera géré par l'entreprise de gros œuvre qui en fera son affaire, la maîtrise d'œuvre n'intervenant pas dans son règlement.

Le compte prorata comprend les frais de réfection des ouvrages endommagés durant le chantier et du nettoyage de chantier si nécessaire.

4.1 REPARTITION DES DEPENSES

Dans le cas particulier de marchés séparés, la répartition des dépenses de chantier est faite comme suit :

4.1.1 Dépenses individualisées par lot :

A la charge de l'entrepreneur principal, titulaire du lot Gros OEuvre :

- Établissement du panneau d'affichage de l'autorisation de travaux suivant les dispositions de l'article A 4217 du Code de l'urbanisme.
- Installation de signalisation intérieure et extérieure
- Installations communes de sécurité et d'hygiène
- Fourniture et pose du panneau de chantier, stipulant notamment les différents participants à l'opération (entreprises, maître d'œuvre, BET, etc...)
- Entretien et remise en état si nécessaire des voies d'accès existantes
- Protection des espaces et ouvrages divers existants conservés sur le site
- Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC)
- Repli des installations de chantier, avec nettoyage des abords

A la charge du lot Électricité :

- Installation et maintenance des armoires secondaires électriques de chantier,
- Installation et entretien de l'éclairage de chantier interne.

A la charge du lot Plomberie sanitaire :

- Réseau provisoire intérieur d'eau potable avec 2 points de puisage sécurisés.

A la charge de chaque lot séparé :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois et déblais jusqu'aux lieux de stockage temporaire sur le chantier fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur principal,
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'enlèvement de ses gravois stockés et de leur transport aux décharges publiques,
- Chaque entrepreneur doit prendre ses dispositions pour protéger ses matériaux et matériels de tous vols ou dégradations.
- Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC).

4.1.2 Dépenses communes :

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

-
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Dépenses liées à l'évacuation des gravois aux décharges publiques de l'ensemble des entreprises (bennes avec tri sélectif, à adapter suivant les déchets et gravats du chantier).
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
- L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
- Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire du lot déterminé,
- La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros Œuvre est nommé entrepreneur principal pour la présente opération. Il procède au règlement des dépenses ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue, en cours ou en fin de chantier, la répartition des dites dépenses entre les entrepreneurs, proportionnellement aux montants de leurs marchés éventuellement modifiés par avenant.

Dans cette répartition, le rôle du maître d'œuvre est celui d'un médiateur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.